

Sauvetage des villes : l'adaptation, un élément de l'aménagement

Dans de nombreux pays, le changement climatique n'est pas à l'ordre du jour des plans d'aménagement urbain.

Les mesures d'adaptation au changement climatique devraient être intégrées dans la planification de l'aménagement des centres urbains si l'on veut réellement progresser dans l'élimination des risques liés à l'évolution du climat.

C'est la recommandation faite par l'ONU-Habitat dans **Villes et changement climatique : Rapport mondial sur les établissements humains 2011**. Au cours des prochaines décennies, la croissance démographique mondiale se produira en majeure partie dans les centres urbains des pays en développement et la majorité de ces nouveaux résidents vivront probablement dans des zones d'habitation privées des capacités de résistance nécessaires pour faire face aux problèmes posés par le changement climatique.

«L'existence et les moyens de subsistance de millions de citoyens seront affectés par les mesures ou l'absence de mesures prises au cours des dix prochaines années pour permettre l'adaptation aux changements induits par le climat. Malgré cela, le changement climatique demeure absent des priorités de nombreux urbanistes dans les pays en développement», a déploré Joan Clos, Directeur exécutif d'ONU-Habitat. « Les actions locales devraient être intégrées dans des plans d'aménagement à long terme pour pouvoir réellement progresser. »

L'adaptation au cœur de la riposte urbaine

Les dégâts causés aux habitations constituent l'une des conséquences les plus fréquentes et les plus sérieuses de nombreux phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier dans les pays en développement. Pour y faire face, il faut établir le plus rapidement possible des capacités de résistance aux risques dans les tissus et systèmes urbains.

Il est généralement beaucoup plus aisé de prendre des dispositions préventives pour surmonter d'éventuels risques liés au climat – expansion d'infrastructures, nouveaux bâtiments et aménagements urbains – que d'adapter après coup les bâtiments, les infrastructures et l'aménagement des zones d'habitation. Or les infrastructures résistantes sont largement absentes de certains quartiers importants dans les villes des pays en développement. Cette déficience représente ce que l'on appelle un « déficit d'adaptation majeur ». L'adaptation nécessitera de très gros investissements dans les pays en développement pour combler les lacunes en matière

Principaux risques recensés par la stratégie d'adaptation au changement climatique de Londres (RU)

- La stratégie d'adaptation détermine les actions à mener pour faire face à trois principaux risques climatiques : inondations, sécheresse et hausse excessive des températures.
- Le barrage sur la Tamise, construit entre 1974 et 1982, est un élément essentiel de cette stratégie d'adaptation. Il comprend 298 kilomètres de digues anti-inondations, 35 écluses principales et plus de 400 de petite taille.
- Ce barrage continuera de protéger Londres contre les inondations mais vers la fin du 21^{ème} siècle, il faudra sans doute utiliser des espaces verts adjacents au fleuve pour stocker les eaux d'inondation.
- Une stratégie pour l'eau conçue pour toute la ville cherche à limiter l'effet des pénuries d'eau.
- La stratégie pour l'eau vise à : gaspiller moins, consommer moins, récupérer davantage et exploiter de nouvelles ressources.
- Pour pallier au risque de canicule, la stratégie recommande : de créer des espaces verts pour réduire l'intensification des températures dans les îlots de chaleur; de concevoir de nouveaux bâtiments et infrastructures et d'adapter ceux qui existent pour minimiser les besoins de refroidissement; d'avoir recours à des techniques à faible intensité de carbone et économes en énergie là où un refroidissement actif s'impose; et d'aider les populations urbaines, en particulier les personnes « vulnérables », à adapter leur comportement et mode de vie pour résister à des températures plus élevées.

d'élimination et de limitation des risques de catastrophes.

Ne figure pas à l'ordre du jour

Comme pour les stratégies d'atténuation, la responsabilité de la mise en œuvre des politiques d'adaptation en milieu urbain incombe principalement aux pouvoirs locaux. Or, jusqu'à présent de nombreuses municipalités à travers le monde rejettent cette responsabilité ou omettent de s'en acquitter.

Dans les pays en développement, les administrations locales ne se sentent guère concernées par la question de l'adaptation au changement climatique. En concurrence avec des besoins plus pressants, ce problème arrive trop souvent au dernier rang des priorités à l'ordre du jour des politiques, lorsqu'il y figure.

Le rapport souligne le fait que, comme cela était à prévoir, bon nombre de villes des pays en développement manquent d'infrastructures permettant de s'adapter et de maintenir tant bien que mal un accès régulier aux biens et services essentiels, les habitants étant souvent contraints de prendre des mesures radicales pour parer aux effets des changements induits par le climat. Paradoxalement, cette absence d'infrastructures n'accroît la vulnérabilité des villes à risques qu'au moment où les effets de l'évolution du climat se produisent.

Des communautés résistantes

Du fait de cette déficience, de nombreux ménages et communautés ont été contraints de prendre des mesures d'adaptation de façon isolée.

La riposte des ménages aux inondations à Korail (Bangladesh)

- Korail, l'une des principales zones d'habitation informelles de Dhaka (Bangladesh), couvre une cinquantaine d'hectares et compte plus de 100 000 habitants. Les premières habitations ont été construites sur les hautes terres mais au fur et à mesure de l'augmentation de la population, le site s'est étendu à proximité des eaux du lac adjacent et sur le lac même.
- Avant de fortes pluies, certains habitants se rendent dans des lieux plus sûrs. Pour la plupart cependant, cette solution se traduit par des pertes de biens et la perturbation des moyens d'existence et ne leur donne pas le droit de rester et vivre à ces endroits.
- La plupart des mesures de limitation des impacts relèvent de la pratique courante : barrage devant les portes, relèvement de la hauteur des meubles (posés sur des briques, par exemple), augmentation de la hauteur des plinthes et meubles de rangement surélevés (étagères placées plus haut sur les murs).
- Les maisons situées à proximité ou au bord de l'eau sont construites sur pilotis. Les planchers en bois facilitent l'écoulement des eaux d'inondation après les pluies. Les pilotis permettent également d'agrandir les habitations situées sur le lac. Pendant les inondations, la plupart des habitants dorment sur les meubles, cuisinent sur des réchauds portables (posés sur des étagères ou d'autres meubles) et partagent certains services avec des voisins qui n'ont pas été affectés. Le perçage d'ouvertures dans les maisons facilite l'évacuation des eaux.

Repenser les villes et la vie urbaine

De nouveaux modes de gouvernance publique/privée basés sur la prestation de services bénévoles et privés et la mobilisation sociale doivent accompagner les interventions des pouvoirs publics. Le rapport *Villes et changement climatique* signale certaines synergies intéressantes dans l'application de mesures d'adaptation au niveau de l'aménagement et des possibilités commerciales.

Malgré l'énormité de la tâche, le rapport encourage d'adopter des stratégies et des politiques établissant un lien entre les réponses au changement climatique et l'aménagement urbain et ce dès à présent pour profiter des opportunités encore disponibles. Il reconnaît néanmoins que ces approches appellent de nouvelles philosophies sur la façon de penser l'avenir et plus précisément sur la façon de relier les différentes fonctions des pouvoirs publics à tous les niveaux et les différents éléments de la communauté urbaine. Vues sous cet angle, les mesures de riposte face au changement climatique peuvent être un catalyseur pour une vaste réhabilitation et rénovation des zones urbaines.